

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 PERIGNY

Périgny, le 22/05/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIMAFEX

16 avenue des Fours à Chaux
17230 MARANS

Références : 0007201312/GP/2026-327
Code AIOT : 0007201312

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SIMAFEX implanté 16 AVENUE DES FOURS A CHAUX 17230 Marans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIMAFEX
- 16 AVENUE DES FOURS A CHAUX 17230 Marans
- Code AIOT : 0007201312
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SIMAFEX est spécialisée, d'une part, dans la fabrication de produits chimiques utilisés comme principes actifs pour les produits pharmaceutiques, et d'autre part dans la recherche et le développement liés aux produits de contraste et aux principes actifs intermédiaires avancés.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
7	Mise à jour du plan de défense incendie - scénario	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	POI - Premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	POI - Premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	POI - Premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté ministériel du 29/09/2005, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté ministériel du 29/09/2005, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Foudre -ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2020, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Stockage d'acide chlorhydrique 34 %	Arrêté Préfectoral du 30/09/2024, article 10.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
15	Chaufferie / Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/09/2024, article 3.2.2 et 3.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève deux demandes de justificatifs en lien avec l'adéquation de matériels se trouvant en zone ATEX et la vérification de l'ensemble des dispositifs de coupure différentielle basse tension.

Par ailleurs cette inspection permet de lever l'ensemble des non-conformités relevées lors des inspections du 12 et du 26 mars 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite du 24 mars 2026, l'exploitant fourni le document relatif à méthodologie mise en œuvre pour identifier les zones à risques. Il est rédigé par l'APAVE en date du 25/07/2019. L'exploitant précise qu'il est construit à partir des plans de l'installation, des plans des stockages ainsi que de la liste des substances présentes dans l'établissement. Ces données d'entrée sont celles de l'étude de dangers.</p>

<p>Ce document reprend l'ensemble des produits (liquides inflammables, poussières, gaz inflammables) ainsi que l'ensemble des activités (fabrication, stockage) et détaille les zones où les activités sont susceptibles de produire des atmosphères explosives :</p> <p>Dans chacune des zones identifiées, l'analyse du risque ATEX est graduelle et fonction de l'activité et des spécificités du site (présence de : réacteurs, événements, stockages de produits, pompes, etc...).</p> <p>Le rapport conclut sur le zonage ATEX du site et indique qu'il revient à l'entreprise d'entériner les zones ATEX . Le cas échéant il revient à l'exploitant de vérifier l'adéquation du matériel présent en zones à risques d'explosion.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a formalisé son zonage ATEX en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - produisant des plans de zone ATEX, - produisant une notice de gestion du risque incendie/explosion (P-HSE-028) qui détaille les mesures préventives (permis de travail, zonage, protection foudre, travaux par point chaud, explosimétrie, formation spécifique ATEX) - formant l'ensemble des équipes techniques vouées à intervenir en zone ATEX. <p>Les plans de zone sont ensuite remis à un bureau d'étude qui vérifie l'adéquation du matériel. Ainsi l'APAVE a réalisé l'adéquation du matériel dans chacune des zones et pour chacune des classes ATEX identifiées. Le rapport est daté du 2 décembre 2024 et présente plus de 1450 matériels.</p> <p>L'adéquation des matériels recensés vis-à-vis des zones ATEX est détaillée dans la fiche n°5 du présent rapport.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique en séance qu'il ne révisé son zonage qu'en cas de modifications du site ou de l'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan général des zones à risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection demande le plan des zones du parc à solvants ainsi que le plan du niveau 1 de l'unité de fabrication 2.</p> <p>Les plans sont conformes à la description des activités présentées dans l'étude de dangers et à ce</p>

qu'a pu constater l'inspecteur sur le terrain.
Ce constat est détaillé en partie confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Sur le terrain, l'inspection constate que toutes les zones à risque ATEX choisies par échantillonnage sont matérialisées au moyen de panneaux signalétiques. Par ailleurs le niveau de la zone n'apparaît pas sur les panneaux. L'exploitant indique qu'il n'est pas possible de différencier sur le terrain les zones 1 des zones 2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Les locaux identifiés ATEX sont ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et suivis au moyen d'explosimètres. Dans le cas de L'UF2 visitée le jour de l'inspection, l'exploitant présente le plan de ses deux centrales de traitement d'air (CTA) associées à deux extracteurs se trouvant en toiture permettant

un taux de renouvellement de l'air à hauteur de 5 volumes par heure minimum.

Selon l'exploitant le dimensionnement des CTA et le taux de renouvellement a été choisi, au regard des recommandations HVAC (Heating, Venting, Air Conditioning).

En complément de la ventilation des locaux , 13 explosimètres pour l'UF2 et 6 explosimètres pour le parc à solvants étalonnés à 25 % de la LIE complètent le dispositif.

Les appareils sont vérifiés tous les 6 mois. La dernière visite réalisée par société SECAUTO est datée du 23/10/2025. L'exploitant indique qu'en cas de dérive ou de dysfonctionnement d'un appareil, les valeurs incohérentes apparaissent sur le système de supervision et l'ordre de travail pour la réparation est passée sans délai.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Par échantillonnage, l'inspection constate le bon état apparent des matériels « ATEX » situés dans l'UF2 notamment l'éclairage du réacteur de iodation, les électrovannes du réacteur et le câblage général de la pièce. Les plaques signalétiques des appareils laissent apparaître le sigle « /Ex\ » et les boîtiers sont correctement fermés.

L'exploitant indique que les matériels ATEX ne sont pas suffisamment gros pour justifier d'une maintenance conditionnée. Toutefois en cas de défaillance sur l'un d'entre eux, un prestataire spécialisé est chargé d'effectuer la maintenances/réparation du matériel.

Par échantillonnage, l'inspection demande à l'exploitant la facture de la dernière intervention sur un moteur d'agitation.

Le moteur FSI01 a été remis en état en date du 10 février 2025 par la société THIONNET qui est certifiée Saqr-ATEX (Système d'Assurance Qualité Réparateur ATEX).

Par ailleurs, le rapport d'adéquation ATEX du 2 décembre 2024 présente une liste de tous les matériels recensés sur les zones ATEX. Cette liste passe en revue tous les appareils électriques ou non à risque installés sur les zones ATEX (p14-47 du rapport d'adéquation).

96 matériels ATEX sont recensés au parc à solvant P33 et sont tous conformes.

Par ailleurs, l'inspection constate que le rapport présente un certain nombre de matériels inadaptés à sa zone comme, par exemple « l'ensemble porte P44000 + BJ » au B28.

Sur plus de 1450 équipements ATEX, 12 sont inadaptés à la zone et d'autres sont non certifiés (réducteur de vitesse des agitateurs).

<p>Par courriel, l'exploitant a transféré le suivi de mise en conformité des matériels ATEX présents sur site. L'état d'avancement au 13 avril 2026 présente la mise en conformité de 14 observations sur 20.</p> <p>Le rétroplanning des travaux présente des délais s'étalant jusqu'à la fin du premier semestre 2027.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant lève toutes les réserves relevées dans le rapport sur l'adéquation du matérielATEX.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant indique que la vérification des installations électriques a été effectuée en date du 11 au 18/06/2025. Les rapports sont détaillés par secteur « électrique ».</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection choisit le secteur alimentant l'unité de fabrication 2.</p> <p>Le rapport de l'APAVE datée du 18 juin 2025 fait état d'une observation :</p> <p>L'APAVE indique que les coupures et essais de certains dispositifs différentiels basse tension n'ont pas été autorisés par l'exploitant le jour du contrôle. De fait la vérification réglementaire n'est pas exhaustive.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rédige utilement un plan de coupure et fait effectuer la vérification de l'ensemble de l'installation électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Mise à jour du plan de défense incendie - scénario

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Scénario du plan de défense
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">• 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;• 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;• 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;• 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles. <p>Constat du 12/03/2025</p> <p>Le 12/03/2025, l'exploitant indique avoir fait parvenir par courriel du 13/06/2024 sa stratégie de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant indique également avoir mandaté en février 2025 la société CYRUS afin de l'assister dans le processus de changement de son émulseur (l'actuel contenant du PFOA). À cette occasion, l'exploitant a demandé à CYRUS de recalculer l'ensemble des besoins en eau, en émulseurs, en moyens matériels et humains afin de s'assurer de la disponibilité de ses moyens nécessaires à l'extinction des incendies susceptibles de se produire dans ses installations.</p> <p>Demande du 12/03/2025</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous forme synthétique (tableur par exemple), l'ensemble des besoins en eau, en émulseurs, matériels et humains afin d'assurer l'extinction des scénarios de référence, et ce en tenant compte de :</p>

- l'extinction de l'incendie ;
- le refroidissement ;
- la non reprise d'un incendie ;
- la stratégie de sous-rétention.

L'inspection rappelle que l'étude hydraulique doit être mise à jour à chaque changement d'émulseur afin de vérifier l'adéquation avec les moyens déjà installés.

L'exploitant démontrera la capacité de ses moyens à faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Constats :

Par courriel du 3 juillet 2025, l'exploitant a transmis la liste des moyens disponibles sur site pour faire face au risque incendie. L'exploitant se positionne sur le fait que ses moyens sont supérieurs à ses besoins et précise que :

- sa réserve d'eau est constitué du lac présent sur site qui est alimenté par la nappe phréatique, le volume d'eau disponible est supérieur à 50 000 m³, le calcul du volume lié au refroidissement et à la surveillance n'a donc pas besoin d'être réalisé,
- sa réserve d'émulseur sur site est de 8000 litres en cuves + 7000 litres en GRV. Le besoin en émulseur est évalué à 3900 litres,
- son groupe de pompage a un débit maximal de 600 m³/h, et la réserve de GNR garantit une autonomie d'au moins 6 heures,
- son organisation implique la présence d'au moins 4 ESI en permanence (équipes de production) et beaucoup plus en journée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : POI - Premiers prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des substances recherchées et milieux associés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour

postérieurs au 1er janvier 2023.

Constat du 12/03/2025

Dans le POI daté d'octobre 2023, la Fiche Guide 05 de révision Rév n° 5 : 09 FEV 24 « Matériel de contrôle de l'AIR, Teneur en substances dangereuses » détaille le matériel fixe et portatif à disposition sur le site permettant de réaliser des prélèvements et analyses de l'air pour les substances O₂, CO, NH₃, H₂S, HCl et vapeurs organiques totales, et tubes réactifs Dräger pour analyser les substances acide acétique, toluène, Méthul Tert-Butyl Éther (MTBE), ammoniac, sulfure d'hydrogène, acide chlorhydrique, Dibromoéthane (DBE), Monoéthylène glycol (MEG), formaldéhyde. Par sondage, l'inspection constate que le site dispose de détecteurs fixes permettant la « détection toximétrie » pour les substances NO_x listées dans les espèces à suivre.

L'exploitant indique en séance que cette FG05 sert à la mise en œuvre des premiers prélèvements par les ESI (Équipiers de Seconde Intervention), dans les limites intérieures du site.

L'inspection constate que la FG05 ne détaille pas les composés à prélever dans les autres milieux que l'air. L'exploitant indique que les prélèvements dans les autres milieux (EAU et SOLS) ne sont pas pertinents.

L'inspection constate également que la FG05 ne précise pas dans quelles conditions les prélèvements de l'air doivent être réalisés (quel prélèvement pour quel scénario). Les Fiches Guide Scénario contenues dans le POI (incendie, épandage...) ne détaillent pas non plus les prélèvements à mettre en œuvre et les milieux associés.

L'exploitant présente un document rédigé par SOCOTEC « Stratégie des Premiers Prélèvements Environnementaux_E61B2_25_218 » qui détaille la stratégie des prélèvements qui seront réalisés par le prestataire à l'extérieur du site (paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis). L'inspection constate la présence de la liste des composés à analyser dans l'air - produits de décomposition, toxiques ou incommodants - en situation accidentelle et de suivi immédiat, ainsi que le matériel à mobiliser pour cela. Le document comprend également des cartes où figure la localisation des points de prélèvement (hors site) en fonction des conditions de vent.

Demande du 12/03/2025

L'inspection demande à l'exploitant de compléter sa stratégie de prélèvement (dans les limites de site, et hors site) afin d'y inclure, par scénario de situation accidentelle :

- la liste des composés à prélever dans les autres milieux que l'air, ou la justification de leur absence,
- la liste des composés à prélever, par milieu, en phase post-accidentelle.

Constats :

Par courriel du 7 mai 2025 l'exploitant a transmis la stratégie de prélèvement mise à jour. Cette dernière prend en compte les matrices eaux et sols et ce, en phase post accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : POI - Premiers prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de prélèvement

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :[...] • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> <p>Constat du 12/03/2025</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate la présence de tubes DRAGER (Toluène, Hydrogen Sulfide, Ammoniac, Acétaldéhyde, Acide acétique, HCl, Formaldéhyde, Ethylène Glycol) de date de péremption DECEMBRE 2024, ainsi que la pompe associée, et la présence d'un appareil 4 gaz, rangés dans le local matériel du local ESI.</p> <p>Demande du 12/03/2025</p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'inspection demande à l'exploitant de renouveler les tubes DRAEGER servant à analyser les composés présents dans sa stratégie permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, et de s'assurer qu'il possède les tubes de réactifs pour tous les composés identifiés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 7 mai 2025 l'exploitant a transmis la facture des tubes Draeger.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : POI - Premiers prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Personnels compétents</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> <p>Constat du 12/03/2025</p> <p>L'exploitant indique que les 32 ESI du site sont régulièrement formés selon un calendrier « ESI & Encadrement » consulté par l'inspection lors de la visite, à raison de 6 modules de formation dispensés par an.</p> <p>Toutefois, l'exploitant ne peut fournir la date de la dernière formation concernant le matériel de prélèvement.</p> <p>Lors de la visite terrain, M. Charrier indique ne pas se souvenir de la date de dernière formation concernant le matériel de prélèvement.</p> <p>L'exploitant précise que les cadres d'astreinte ont été formés à la procédure de déclenchement de l'astreinte SOCOTEC, afin de faire intervenir l'organisme dans les plus brefs délais.</p> <p>Demande du 12/03/2025</p> <p>Conformément à l'arrêté ministériel du 26/05/2014, le personnel doit être compétent pour mener les premiers prélèvements environnementaux et mettre en œuvre les équipements.</p> <p>À cet effet, dans un délai de 3 mois, l'exploitant forme le personnel ESI à la mise en œuvre des équipements et aux analyses des prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 3 juillet 2025 l'exploitant indique que l'ensemble des ESI du site ont terminé le module n°4 portant sur les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>A cette occasion il fournit le fichier de suivi du module 4 de formation ainsi que les fiches d'émargement datées du 21 mai 2025 et 5/6/10/12/20 juin 2025.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>La société Simafex respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé : « Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »</p> <p>Pour cela, l'exploitant établit un programme annuel de test des MMR, les fiches test MMR et réalise les tests sur l'ensemble des chaînes de sécurité.</p> <p>Constat du 12/03/2025</p> <p>L'inspection a évalué la conformité d'une mesure de maîtrise des risques (MMR) permettant de limiter l'évaporation d'une nappe de produit chimique au parc P33.</p> <p>Le constat est détaillé dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p>Demande du 12/03/2025</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, les MMR doivent être efficaces et maintenues. A cet effet :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant précise dans une procédure les consignes de maintenance.</p>
Constats : <p>Ce point est relatif à une mesure de maîtrise des risques, il est traité dans la partie confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>La société Simafex respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre</p>

2005 susvisé : « Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »

Constat du 12/03/2025

L'inspection a évalué la conformité d'une MMR permettant de limiter l'évaporation d'une nappe de produit chimique au parc P33.

Le constat est détaillé dans la partie confidentielle du présent rapport.

Demande du 12/03/2025

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant met en place un système de suivi afin d'enregistrer les vérifications périodiques de la MMR.

Constats :

Ce point est relatif à une mesure de maîtrise des risques, il est traité dans la partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Foudre -ARF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2020, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Cette analyse du risque foudre (ARF) est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Constat du 12/03/2025

Analyse du Risque Foudre :

Suite à l'inspection du 20 mars 2024, l'exploitant avait transmis une analyse du risque foudre (ARF) datée du 23 janvier 2024. Ce document mettait en évidence qu'une MMR du bâtiment 28 n'était pas protégée. L'exploitant en séance indique que les travaux de protection de l'équipement ont été réalisés au premier semestre 2024.

Une seconde ARF a été réalisée suite aux travaux mais non transmise, à l'époque, à l'inspection des installations classées.

Par courriel du 08/04/2025, l'exploitant a transmis l'ARF datée du 21 mai 2024, ce rapport ne fait état d'aucune non-conformité.

Néanmoins le rapport indique « qu'une étude technique devra déterminer les caractéristiques des parafoudres car il est nécessaire de protéger les équipements suivants :

<ul style="list-style-type: none"> - Local Haute Tension Armoire TGBT avec parafoudres de type II - Armoire 2.25.1b avec parafoudres de type II - Châssis 2.25.1e avec parafoudres de type II+ Self 35 - Châssis 2.25.1j avec parafoudres de type II - Châssis 2.25.1k avec parafoudres de type II <p>Étude Technique Foudre :</p> <p>Par courriel du 08 avril 2025, l'exploitant a transmis l'ETF du 21 mai 2024. Ce rapport fait état d'observations. L'exploitant indique que les observations impliquant une action de sa part ont été traitées via des ordres de travail.</p> <p>L'exploitant a, suite à cette étude relancée une visite initiale sur l'ensemble de l'installation. Cette dernière a été effectuée le 30/10/2024 par l'APAVE et ne présente pas de non-conformité mais la réserve suivante « la vérification de la mise à la terre des équipements ATEX fait l'objet du rapport de vérification d'adéquation du matériel ATEX. Se reporter à celui-ci »</p> <p>Demande du 26/03/2025</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de vérification du matériel ATEX sous 2 mois à réception du présent rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant présente le rapport d'adéquation ATEX du 2 décembre 2024 qui ne relève aucune non-conformité sur la mise à la terre des équipements ATEX.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Stockage d'acide chlorhydrique 34 %

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2024, article 10.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et dépotage de Hcl</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'acide chlorhydrique est stocké dans un réservoir aérien vertical d'une capacité de 40 m³ soit 46 tonnes. Il n'est pas exposé au rayonnement solaire direct.</p> <p>Le réservoir d'acide est équipé d'une mesure de niveau en continu et d'un détecteur de niveau haut. Sur déclenchement du niveau haut, le dépotage est immédiatement stoppé.</p> <p>L'intégralité de la surface de la cuvette est recouverte de 3 couches de billes flottantes.</p> <p>Le dépotage d'acide chlorhydrique est uniquement autorisé de 9h à 17h et se déroule sous la surveillance d'un opérateur.</p> <p>Lors d'une fuite au dépotage d'acide chlorhydrique, l'exploitant est en mesure de stopper la fuite dans un délai de 30 minutes après apparition de celle-ci</p> <p>Constat du 26/03/2025</p>

<p><u>Test du scénario « fuite HCl lors du dépotage » :</u></p> <p>Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a présenté son historique de manœuvres ESI. Le test du scénario « fuite d'acide lors du dépotage » n'a pas été réalisé depuis 2020. L'exploitant indique qu'il prévoit un exercice sur ce thème prochainement.</p> <p>L'inspecteur constate par ailleurs que 6 exercices par an sont programmés. Les scénarii sont choisis de façon à ce qu'il y ait un roulement et que les équipiers de seconde intervention (ESI) puissent appréhender l'ensemble des matériels et des secteurs de l'installation.</p> <p>Demande du 26/03/2025</p> <p>L'exploitant réalise le test du scénario « fuite HCl lors du dépotage » sous 3 mois à réception du présent rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant transmet l'historique de ses manœuvres ESI sur lequel apparaît l'historique des tests du scénario "perte de confinement d'HCl au B34". Les dates des tests/formations sont les suivantes 5/3 avril et 7/15 mai 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Chaufferie / Prévention des pollutions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2024, article 3.2.2 et 3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les 2 chaudières mises en service en juin 2020 sont raccordées au conduit n°1 :</p> <p>Vitesse d'éjection : 5m/s CO : 100mg/Nm³ Nox en équivalent NO2 : 100mg/Nm³</p> <p>Constat du 26/03/2025</p> <p>La chaudière n°1 nommée 2T a été contrôlée en date du 16 octobre 2024 par la société Ginger.</p> <p>La synthèse des résultats de test présente des analyses conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) :</p> <p>Vitesse d'éjection : 21,49 m/s CO : <LQ NOx : 77,7mg/Nm³</p> <p>La chaudière n°2 nommée 5T a été contrôlée en date du 16 octobre 2024 par la société Ginger.</p> <p>La synthèse des résultats de test présente les valeurs suivantes :</p> <p>Vitesse d'éjection : 22,78 m/s CO : 250 mg/Nm³</p>

NOx : 77,7mg/Nm³

Les valeurs de rejet en CO dépassent la VLE prescrite par l'arrêté préfectoral (100 mg/Nm³). En outre l'inspection note la grande variabilité des trois valeurs relevées lors de l'essai : 32, 239 et 477 mg/Nm³.

Demande du 26/03/2025

L'exploitant présente des résultats conformes aux VLE de l'arrêté préfectoral sous 6 mois à réception du présent rapport.

Constats :

Par courriel du 19 décembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets air des chaudières. L'intervention du 29 novembre 2025 ne fait état d'aucune non-conformité.

La chaudière n°2 5T présente un rejet de monoxyde de carbone de 3,3 mg/Nm³

Type de suites proposées : Sans suite